

Il y a 5 ans déjà....

Bruxelles 2 - 15 octobre 2015

## **Brexit. Le Britannique est-il nécessaire à l'Europe de la défense ?**

[15 octobre 2015](#)

(B2) David Cameron sera aujourd'hui à Bruxelles, au Sommet pour évoquer le futur référendum sur l'adhésion du Royaume à l'Union européenne. L'hypothèse d'un Brexit — le départ du Royaume-Uni de l'UE — n'est plus de pure théorie. Elle pose toute une série de questions, notamment pour la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne (PSDC). Le départ britannique serait-il une perte pour l'Europe de la Défense ? La question est sensible. La réponse est claire. Contrairement à ce que certains disent, le départ britannique serait pour la PSDC indolore.

### **Comme au rugby...**

Malgré l'existence de certaines capacités au plan national, **l'apport britannique à la PSDC en termes capacitaires est, aujourd'hui, nul ou proche du nul**. Et l'Union européenne survivra très facilement à un départ. Les apports de nations comme la Lettonie, l'Irlande, l'Autriche ou le Luxembourg — qu'on ne peut pas qualifier de grande nation de défense —, sont plus importants et utiles pour les opérations militaires européennes que l'apport britannique ! C'est dur à dire, à assumer pour nos amis britanniques. Mais c'est la triste réalité. Sans vouloir raviver de douloureux souvenirs à nos amis anglais, c'est un peu comme au rugby....

### **L'apport britannique en unités ... proche de 0**

Durant l'opération EUNAVFOR Atalanta contre la piraterie, Londres n'a mis à disposition qu'un navire depuis 2008. Et ce pendant quelques mois à peine seulement. Soit à peine plus que les ... Ukrainiens ! Pendant ce temps, les Luxembourgeois mettaient à disposition deux avions de patrouille maritime durant plusieurs années ! Ce n'est pas une question de moyens. C'est une volonté politique. Le Royaume-Uni préférerait mettre ses navires à disposition de l'OTAN ou des Américains. Dans nombre des autres opérations militaires des dernières années, d'ailleurs, la présence britannique a souvent été réduite à 2 ou 3 officiers. C'était le cas pour EUFOR Tchad, EUFOR RCA... Même pour l'opération de stabilisation en Bosnie-Herzégovine (EUFOR Althea) à laquelle tient, comme à la prunelle de ses yeux, le gouvernement britannique, l'apport n'est pas plus important. Idem pour la mission de formation de l'armée somalienne (EUTM Somalie), pourtant décrit comme une « priorité » par le ministre britannique chargé des questions européennes David Lidington comme une « *top foreign policy priority* » ! Il est ainsi loin le temps de l'opération Artémis au Congo (2003), où la contribution outre-Manche était significative. La seule exception récente est la participation à l'opération Sophia (ex [EUNAVFOR Med](#)), où Londres contribue avec un navire.

### **La contribution britannique facilement remplaçable**

En matière financière également, un départ britannique serait aisément supportable. Tout simplement car les coûts supportés en commun sont très faibles. Selon le mécanisme Athena, qui répartit à hauteur du PiB les charges entre tous les Etats membres, la contribution

britannique se monte à 15,6%. Les montants totaux étant assez faibles, la contribution l'est également. Dans une opération maritime de type EUNAVFOR Med ou de formation de type EUTM Somalia, la part britannique du budget commun se monte environ à 2 millions d'euros. Dans le budget de l'Agence européenne de défense, la contribution britannique est d'environ 5 millions d'euros. Autant dire que cette contribution est facilement répartissable sur les autres membres.

### **Un pouvoir politique bloquant**

L'apport politique britannique à la PSDC consiste généralement à bloquer les évolutions : veto au QG militaire de l'Union européenne ou à toute augmentation du budget de l'agence européenne de défense (qui tourne actuellement autour de 30 millions d'euros), veto à l'extension des coûts communs (précisons que le Royaume-Uni n'est pas le seul réticent, les Allemands ne sont pas très très chauds non plus), blocage et retardement de l'opération contre la piraterie qu'elle commandera ensuite (EUNAVFOR Atalanta), rabotage continu des ambitions posées en matière de PSDC, d'industrie de la défense, etc.

### **Le « poil à gratter de l'UE »**

Le seul apport positif à l'Europe de la Défense qu'on peut trouver à la position britannique est son côté « poil à gratter », son pragmatisme, sa manière de mettre sur la table des questions qui dérangent et que n'osent pas poser les autres nations. Le côté « ronchon » du Royaume-Uni en matière de PSDC permet souvent à d'autres Etats membres de ne pas afficher leur opposition. C'est pratique. De plus, une participation, même symbolique de militaires britanniques, a un côté rassurant pour nombre d'Etats membres. Tout simplement car ils considèrent l'armée britannique comme leur matrice commune et ... aussi comme un contrepoids utile aux autres grands pays comme la France ou l'Allemagne. Le départ britannique mettrait ainsi chacun au pied du mur, sans pouvoir s'abriter derrière Londres : veulent-ils construire ensemble une Europe de la Défense ou non ?

### **Welcome aux contributions extérieures**

Un départ du Royaume-Uni n'empêcherait pas qu'il puisse continuer à contribuer de manière extérieure, aux opérations militaires européennes, comme le font aujourd'hui nombre de pays tiers, de la Géorgie à la Colombie, en passant par la Suisse, la Norvège, la Serbie ou les Etats-Unis... Il n'empêchera sa participation aux différents programmes de l'Agence européenne de défense – pour peu qu'il signe un accord (comme l'ont déjà fait la Norvège ou la Suisse). Il n'empêchera pas les coopérations bi ou multilatérales de prospérer (ou de lambiner...). La participation britannique au programme A400M Atlas ou à d'autres programmes industriels, ne se déroulant pas dans le cadre formel de l'Union européenne, pourra perdurer. L'armée britannique pourrait même — si elle le souhaite — être associée aux différents exercices politico-militaires de l'UE comme le sont d'autres pays de l'OTAN. Et, surtout, le Royaume restera une puissance militaire (moyenne), membre de l'OTAN. Car, autant dans l'Union européenne, Londres joue un rôle de ralentisseur, autant il joue dans l'Alliance atlantique, un rôle actif et utile, voir progressiste.

(Nicolas Gros-Verheyde)